

ARMÉNIE-AZERBAÏDJAN, LES ENJEUX CULTURELS D'UN CONFLIT QUI DURE

Le 29 septembre 2023, 16h30-18h, salle Or



Grégory Rayko, Taline Ter-Minassian, Régis Genté, Anita Khachaturova et Gaïdz Minassian

Vers la fin d'un conflit ancestral ?

Grégory Rayko, journaliste à The Conversation France, indique en introduction que dans le contexte de l'attaque fulgurante menée dix jours auparavant dans le Haut-Karabagh, la thématique des enjeux culturels du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, va être traitée à la lumière de la situation géopolitique actuelle dans le Caucase. Historienne, Taline Ter Minassian est invitée à retracer les grandes lignes de l'histoire du conflit entre les deux pays, dans « l'ancienne marge de l'URSS ». La chercheuse rappelle que « le Haut-Karabagh est une région majoritairement arménienne depuis des centaines d'années, qui a évolué dans les sphères d'influence russe, perse et ottomane ». Vivant « à côté des populations tatares, ancêtres des Azerbaïdjanais, dans des proportions variables », l'historienne explique que « les re-

lations interethniques y ont souvent été conflictuelles, particulièrement lors des guerres arméno-tatares de 1905-1907 ». Avec la Géorgie, les deux pays du Caucase « acquièrent leur indépendance en 1918 avant d'être intégrés à l'URSS en 1920 ». Les bolchéviques, « qui ont besoin d'avoir de bonnes relations avec la Turquie d'Atatürk » laissent Staline, alors Commissaire aux Nationalités, « arbitrer sur ces nouvelles républiques et créer un grand Azerbaïdjan, une petite Arménie, et faire un cadeau aux Turcs en fondant la république autonome du Nakhitchevan sur le territoire arménien mais désormais peuplée d'Azéris ». De plus, le leader soviétique d'origine géorgienne « donne au Haut-Karabagh un statut administratif spécial tout en étant disjoint de l'Arménie ». Il faut attendre « les années 1970 pour entendre des voix critiquer Ba-

MODÉRATEUR :

Grégory Rayko, chef de rubrique International à The Conversation France

INTERVENANTS :

Anita Khachaturova, ethnographe du conflit au Nagorno-Karabakh et des relations Arménie-Azerbaïdjan

Taline Ter-Minassian, historienne, Inalco, chercheuse associée au Centre d'études sur les mondes russe, caucasien et centre européen (EHESS)

Gaïdz Minassian, politologue et journaliste au Monde

Régis Genté, journaliste indépendant basé à Tbilissi

kou, ce qui va déboucher sur un mouvement politique sur l'autodétermination des populations en Arménie et au Haut-Karabagh qui va s'ajouter au grand mouvement des nationalités qui participent de l'éclatement de l'URSS ».

Régis Genté, journaliste indépendant, reprend la suite de la chronologie après la chute du bloc soviétique en 1991, après lequel « deux principes du droit international s'affrontent : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le respect de l'intégrité territoriale ». Bloquée, la « communauté internationale, qui met ces principes à égalité, laisse alors la situation se régler de facto par la force ». Aujourd'hui, avec « la fin de la république du Haut-Karabagh, l'Azerbaïdjan va pouvoir se prévaloir des résolutions onusiennes et laisser la communauté internationale dans l'embarras ». Le journaliste rappelle la victoire arménienne lors de la guerre de 1988-1994 entre les deux pays, qui voit « l'Arménie prendre le Haut-Karabagh ainsi que sept districts autour ». Cette opération s'explique notamment en raison de « l'importance du génocide de 1915 dans les mémoires et la chance historique de reprendre ces terres ». Après cette victoire, « l'Arménie va vivre "heureuse" pendant 30 ans, tandis que l'Azerbaïdjan, ce voisin plus gros et aux importantes ressources pétrolières, se réarme patiemment, au point que le budget militaire azerbaïdjanais finit par valoir le budget total de l'Arménie » insiste le journaliste. En parallèle, Bakou « déve-

loppe un discours raciste très anti-arménien » en attendant de pouvoir lancer l'offensive « prévue depuis les années 2000 » en 2020. Cette « guerre de 44 jours » voit la Russie de Poutine intervenir comme médiatrice afin de « laisser le Haut-Karabagh en dehors de l'accord ». Mais dès la signature de l'accord, « Ilham Aliyev, Président de la République d'Azerbaïdjan met la pression sur l'Arménie » puis impose un blocus à la région à partir de décembre 2022, avant d'attaquer en septembre 2023 et d'obtenir la concession finale de la part d'Erevan.

Ethnographe et spécialiste du conflit arméno-azerbaïdjanais, Anita Khachaturova revient quant à elle sur le déroulement des affrontements entre 2022 et 2023. Après la défaite de 2020, le Haut-Karabagh est « encerclé, les districts occupés et il ne reste que le corridor de Lachin, ligne de vie vers l'Arménie par laquelle transite l'aide humanitaire, comme sortie vers le monde extérieur ». « En position de force avec le conflit en Ukraine qui occupe les forces russes » Bakou décide de bloquer le corridor alors que Moscou devait « garantir le



Taline Ter-Minassian

« Le Caucase est à la périphérie de trois empires et les empires n'ont pas de frontières mais des fronts »

Gaïdz Minassian

passage ». Rapidement, « les soldats azéris, sous la supervision ou le laissez-faire des Russes, installent un checkpoint et resserrent l'étau ». L'experte précise que « lors des trois derniers mois, plus personne ne peut passer ». Le 19 septembre, « au bout de dix mois, face à des forces affaiblies et une population affamée, l'attaque est lancée et l'enclave tombe en 24 heures ». En plus des centaines de morts militaires et civiles, de « nombreux témoignages d'exactions et de crimes de guerre » sont rapportés, précédant un exode massif puisque « 100 000 des 120 000 habitants ont fui le Haut-Karabagh, soit 90% de la population ». Anita Khachaturova souligne aussi que le président Aliyev a toujours manifesté cette « intention d'épuration ethnique » sans que les acteurs internationaux ne réagissent.

Gaïdz Minassian s'attache quant à lui à démontrer l'ampleur internationale de ce conflit local puisque « le Caucase est à la périphérie de trois empires et que les empires n'ont pas de frontières mais des fronts ». Les deux pays se trouvent en effet

entre la Turquie, la Russie et l'Iran, « héritiers de trois empires qui se pensent encore comme des puissances impériales, qui s'appuient chacun sur un pays et jouent des rivalités ». Que ce soit la Géorgie et la Russie, l'Arménie et la Turquie ou l'Azerbaïdjan et l'Iran, chaque rela-

tion entretenue est « équivoque » assure le politologue. Mais les puissances néo-impériales ne sont pas les seules à regarder de près le Caucase, poursuit-il. L'Union européenne, les États-Unis, la Chine et l'Inde y ont des intérêts. L'Europe lorgne aussi sur les « hydrocarbures de Bakou », tandis que les Américains cherchent à affaiblir la Russie, et la Chine et l'Inde à étendre leur zone d'influence. « Deux approches pour résoudre le conflit sont sur la table » explique Gaïdz Minassian : « la paix occidentale et la paix russe » mais dans les deux cas « l'angle mort reste le Haut-Karabagh ». Alors que Erevan souhaite « une paix de droit, respectant l'intégrité territoriale et les minorités », Bakou prône une « paix de punition pour prendre sa revanche sur 1994 », déplore-t-il, et « la communauté internationale reste suspendue à la guerre en Ukraine ».



Régis Genté

© Pierre Galliot - Région Normandie

Suite à cette présentation, lors de l'échange avec le public, une réfugiée arménienne du Haut-Karabagh arrivée en France un an auparavant demande la parole pour témoigner de son expérience traumatisante. En arménien, la femme raconte sa naissance pendant la guerre de 1988-1994, son enfance difficile et la perte de sa maison en 2020 qui l'a forcée à l'exil. « On a survécu en s'entraïdant » raconte-t-elle, « mes grands-parents me disaient qu'ils avaient déjà vécu ça, que c'est un second génocide sous le regard de la communauté internationale », avant de montrer des photos de sa famille, toujours dans le Haut-Karabagh et rescapée de ce conflit.

DÉBATS

L'IRAK AU-DELÀ DES GUERRES

Le 29 septembre, 16h30-18h, salle Azur



Feurat Alani, Zoubida Debbagh, Adél Bakawan et Nagham Hasan

© Nicolas Broquedis

Un pays et une identité à reconstruire

Alors que 2023 marque la commémoration des 20 ans de l'invasion américaine de l'Irak, faire le point sur les enjeux contemporains de la société irakienne paraissait essentiel à Zoubida Debbagh, modératrice du débat. La guerre et l'occupation américaine, justifiées par les mensonges de l'administration Bush, ont laissé un État irakien en faillite, des institutions dysfonctionnelles et une corruption rampante, introduit-elle.

Le sociologue franco-irakien Adel Bakawan procède d'abord à un résumé de l'histoire millénaire de l'Irak. Le territoire irakien actuel correspond à la Mésopotamie, rappelle-t-il, le berceau de la civilisation, de la religion, de l'écriture et même de la première constitution. Lorsque Bagdad est fondée par la dynastie des Abbassides au VIII^e siècle, la ville est aussi centrale que l'est la capi-

tale américaine de nos jours. La région est envahie et occupée par les Ottomans les siècles suivants, intégrée dans leur empire jusqu'à l'arrivée des Britanniques lors de la Première Guerre mondiale. Ces derniers fondent alors le premier État irakien moderne, la monarchie hachémite d'Irak. Celle-ci sera ensuite renversée par le coup d'État du général Abdel Karim Kassem en 1958 qui proclame la république d'Irak et se distancie du panarabisme promu par le leader égyptien Nasser. Arrivé au pouvoir quelques années après, Saddam Hussein réussit à construire un État irakien fort, doté d'un robuste système social et éducatif, d'infrastructures économiques dynamiques et d'une armée compétente, tout en consolidant un régime dictatorial sévère. La révolution iranienne de 1979 et la guerre Iran-Irak (1980-1988) vont cependant détruire totalement le pays, ses